

voltalia



Producteur d'énergies renouvelables

Assemblée Générale Mixte

12 juillet 2012



- Producteur d'énergies renouvelables multi-énergies multi-pays
 - Eolien/solaire/hydraulique/biomasse, France/Guyane/Brésil/Grèce
- Production et ventes d'énergie en forte croissance en 2011
 - Production + 54,7%, ventes + 94,3 %
- Niveau de charges élevé, important provisionnement
 - Résultat net part du groupe 2011 déficitaire: -29,5M€
- Plan de développement ambitieux
 - Construction de 350 MW à initier en 2012
- Nouvel actionnaire de contrôle, nouveau management
 - Rigueur de la gestion et volonté de croissance



Positionnement long terme confirmé



1. **Faits marquants 2011-2012**
2. Résultats 2011
3. Stratégie / perspectives
4. Questions / réponses
5. Vote des résolutions



Chronologie janvier 2010 - juin 2012

- Mise en production de centrales solaires en Grèce pour 1,4 MW
- Appels d'offres au Brésil remportés pour 150 MW
- Prise de contrôle de Voltaia par Creadev, holding de la famille Mulliez
- Mise en production d'une centrale hydraulique en Guyane pour 4,5 MW
- Nomination d'un nouveau dirigeant, Sébastien Clerc
- Stratégie de développement plus sélective, nouvelle organisation
- Augmentation tarifaire d'une centrale en exploitation
- Nouveaux appels d'offres au Brésil remportés pour 170 MW
- Retrait des permis de construire des projets solaires de La Barben

Juillet 2012

- Mise en production de centrales solaires grecques pour 1,5 MW
- Lancement d'une centrale solaire « pré moratoire » de 2,8 MW



Construction de nouvelles centrales

Centrales mises en production depuis le 31 décembre 2010 :

Centrale hydroélectrique de Mana (Guyane)

4,5 MW

Petites centrales photovoltaïques en Grèce

1,4 MW

Total 2011

5,2 MW

Petites centrales photovoltaïques en Grèce

1,5 MW

Total janvier 2011 - juillet 2012

7,7 MW



Capacité installée +7,7 MW



**Capacité globale de 43,5 MW à ce jour (*)
soit +21 % depuis le 31 décembre 2010**

(*) Plus une participation minoritaire dans une centrale de 8 MW



Production d'énergie 2011 (*)

Centrales mises en production en 2011	5,8 GWh	n/a
Centrales mises en production en 2010	26,1 GWh	+ 149,7%
Centrales mises en production avant 2010	33,8 GWh	+ 5,7%
Total	65,7 GWh	+ 54,7%

➔ Forte croissance (+54,7%) essentiellement dues aux centrales mises en production en 2010

➔ Croissance de +5,7% des centrales les plus anciennes (périmètre constant)

(*) Hors participations minoritaires

Pipeline	Juillet 2011	Juillet 2012
Projets en développement à construire	0 MW	350 MW
Autres projets en développement autorisés	147 MW	203 MW
Autres projets en développement et à l'étude	1.692 MW	531 MW
Total	1.839 MW	1.084 MW



350 MW de construction à initier en 2012



Ciblage plus rigoureux des projets développés



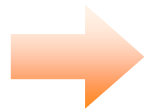
1. Faits marquants 2011-2012
2. Résultats 2011
3. Stratégie / perspectives
4. Questions / réponses
5. Vote des résolutions



En K€ (normes IFRS)	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Ventes d'énergie	11 081	5 703
Produits des activités de développement	857	8 506
Charges opérationnelles (*)	(16 810)	(10 700)
Dotations aux dépréciations et provisions	(22 012)	(3 626)
Résultat opérationnel	(26 884)	(117)
Résultat financier	(3 528)	(479)
Résultat net avant minoritaires	(31 478)	(407)
Résultat net part du groupe	(29 538)	362
Marge brute d'autofinancement	725	(5 326)
Trésorerie nette (31/12)	13 112	11 034

(*) Hors dotations aux dépréciations et provisions

- Vente d'énergie + 94 %
 - Effet volume
 - + 55 % des GWh vendus entre 2010 et 2011
 - Effet prix
 - Centrales récentes bénéficiant de tarifs supérieurs à la moyenne
 - Obtention d'une hausse du tarif long terme pour une centrale existante
- Produits des activités de développement - 90 %
 - Produits des activités de développement = cession de projets
 - Cessions Loi Girardin = 8,5 M€ en 2010 sur deux centrales en Guyane
 - Absence en 2011 de cessions Loi Girardin
 - Faible visibilité sur la récurrence des produits de développement



Augmentation de la part des revenus récurrents



- Charges opérationnelles(*) liées aux centrales en exploitation: 8,6 M€ (+ 83 %)
 - Montée en puissance des centrales en exploitation
 - A comparer aux ventes d'énergie (+ 94%)
- Autres charges opérationnelles(*): 8,2 M€ (+ 38 %)
 - Principalement charges liées au développement
 - Plan de réduction du niveau de ces charges initié en 2011 liée à une plus grande sélectivité des projets développés

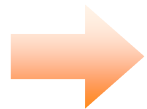


Charges opérationnelles (*) croissantes en 2011

(*) Hors dotations aux dépréciations et provisions



- Dotation aux dépréciations et provisions: 22 M€
 - Changement d'application de la méthode de comptabilisation des actifs liés aux projets en développement: impact de 8,7 M€
 - Provisions projet par projet pour tenir compte de perspectives dégradées de réalisation des projets en développement : impact de 13,2 M€ dont 8,7 M€ pour les développement situés en Grèce
- Résultat net part du groupe déficitaire: - 29,4 M€
 - Après prise en compte de la charge financière, des impôts et de la part des minoritaires
- Marge brute d'autofinancement positive: + 725 K€
 - Proche de l'équilibre



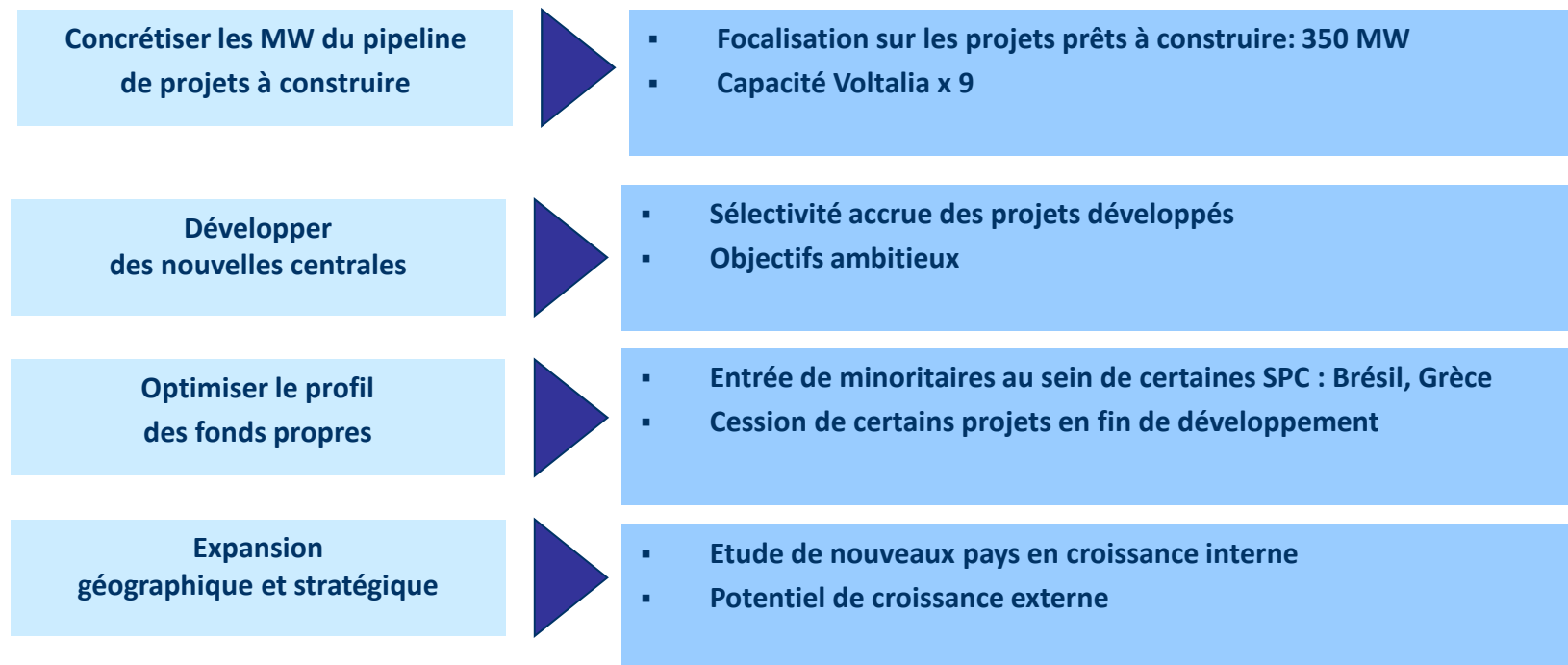
Forte perte essentiellement causée par un effort important de provisions sur l'exercice 2011



1. Faits marquants 2011-2012
2. Résultats 2011
3. **Stratégie / perspectives**
4. Questions / réponses
5. Vote des résolutions



- Producteur d'énergies renouvelables multi pays, multi énergies
- Des centrales développées et gérées en interne et conservées sur le long terme



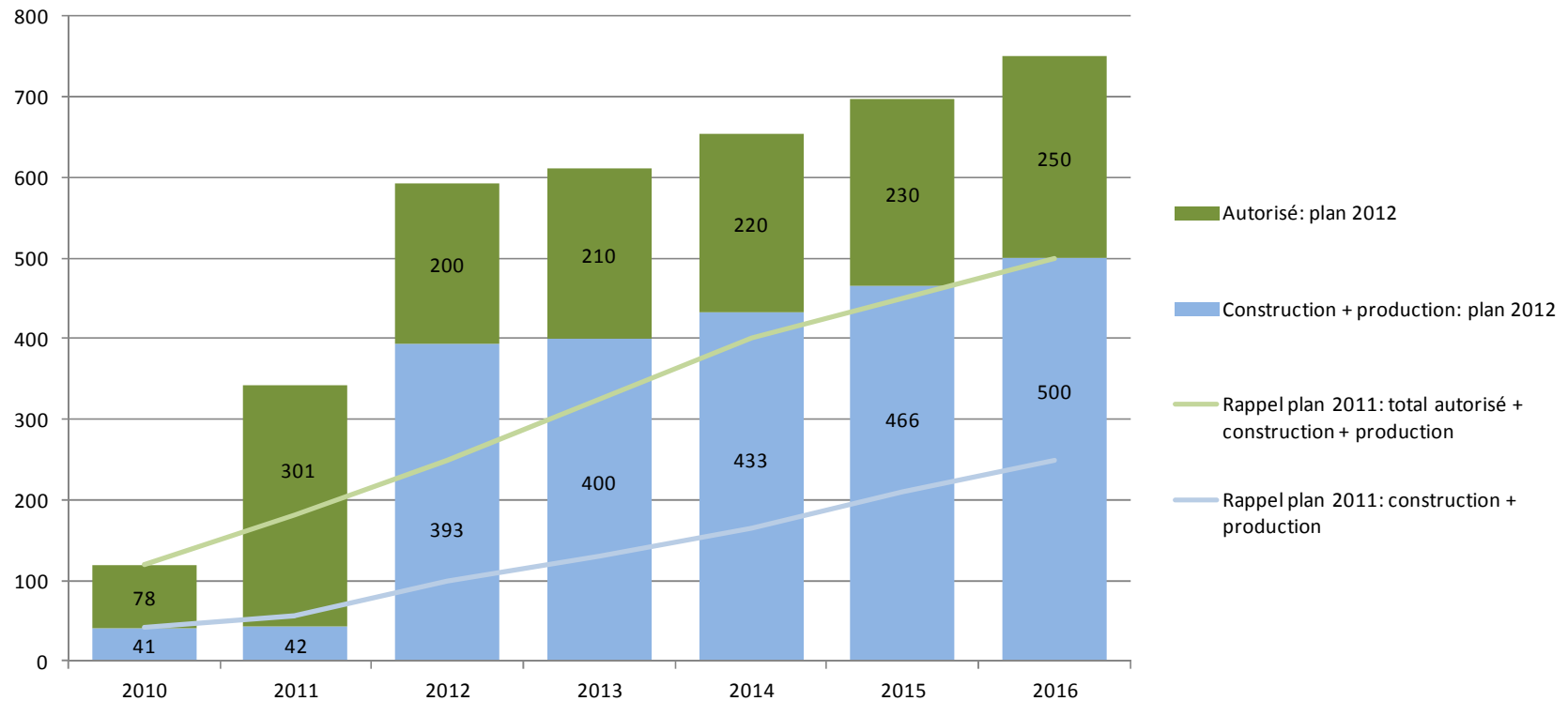
- Projets éoliens au Brésil : 320 MW
 - Construction : marché local tendu, signature contrats attendue d'ici fin 2012
 - Levée de la dette en 2013
 - Achèvement en 2014-2015 en fonction des sites
 - Partenariats capitalistiques: CHESF, Encalso, autres
- Projets en France : 20-30 MW
 - Construction d'une ferme solaire de 2,8 MW: tarif pré moratoire
 - Appel d'offres solaire février: 2 x 4,5 MW soumis à l'appel d'offres
 - Fermes éoliennes autorisées: environ 25 MW
- Projets solaires en Grèce : 0-10 MW
 - Projets autorisés passés de 22 à 46 MW depuis juillet 2011
 - Lancement effectif de 0-10 MW en fonction du marché bancaire et de la crise
 - Recherche de partenaires financiers pour le solde



- Efforts de développement plus ciblés
 - Pipeline - 41 % en volume (total MW en développement et à l'étude)
 - Pipeline réduit en Grèce (crise) et en France (biomasse et moratoire solaire)
 - Croissance continue du pipeline au Brésil (éolien)
- Maturation du pipeline
 - Forte progression des projets à construire (de 0 MW à 350 MW)
 - Forte progression des autres projets autorisés (de 147 MW à 203 MW)
 - Tous les pays contribuent: France, Grèce, Brésil
- Etape clé du financement en dette bancaire
 - Ce n'est plus une « formalité », quel que soit le pays ou l'énergie
 - Cas particulier grec: financements bancaires très difficiles à lever



Capacité consolidée en MW



➔ Des ambitions revues à la hausse:
 Objectif 2016 « construction+production » doublé
 par rapport à l'objectif établi en 2011



- **Contrôle des outils industriels**
 - Recherche de contrôle capitalistique et opérationnel effectif pour la plupart des centrales
- **Partenariats, cessions**
 - Partenariats capitalistiques sur certains très gros projets: 210 MW en partenariat sur les 320 MW brésiliens
 - Cessions de certains projets en fin de période de développement
 - En Grèce, exposition globale du groupe Voltalia contenue à moins de 10% de la capacité globale (en fonction des évolutions de la crise)
- **Besoins croissants de fonds propres à court et moyen termes**
 - Malgré les partenariats et les cessions, perspective d'augmentations de capital successives à moyen terme



- **Equilibre géographique en mouvement**
 - Poids du Brésil devient prépondérant: 320 MW sur 406 MW (79%) des centrales en construction/exploitation attendu fin 2012
 - Potentiel limité de croissance interne en France et en Grèce
 - Rééquilibrage envisagé via la croissance organique ou externe
- **Potentiel de croissance organique**
 - Recherche de nouveaux pays en cours
 - Processus 12-24 mois
- **Potentiel de croissance externe**
 - Acquisitions pour s'implanter dans des nouveaux pays
 - Opportunités dans les marchés existants
 - Pas d'opérations engagées ni à l'étude à ce jour



- Nouveau management, nouvelle organisation
 - Equipe de direction renouvelée
 - Processus des décisions d'investissement plus rigoureux
 - Création d'une direction des opérations
 - Accroissement des moyens humains dédiés aux centrales en construction
- Nouvel actionnaire majoritaire: Creadev
 - Actionnaire dédié aux entreprises en développement
 - Accompagnement capitalistique sur la longue durée
- Besoin de fonds propres pour financer la croissance
 - Projet d'augmentation de capital
 - Avec DPS
 - Garanti par l'actionnaire majoritaire



- Portefeuille de centrales qui génère un revenu récurrent
- Marché des énergies renouvelables durablement porteur
- Stratégie multi-énergies : éolien / solaire / hydro / biomasse
- Stratégie multi-pays : France / Grèce / Brésil
- Cycle majeur de construction de nouvelles centrales 2012-2016
- Organisation renouvelée, management international et expérimenté
- Adossement à un actionnaire majoritaire solide



**Projet confirmé d'augmentation de capital
sous réserve du visa AMF**



1. Faits marquants 2011-2012
2. Résultats 2011
3. Stratégie / perspectives
4. Questions / réponses
5. Vote des résolutions



- Questions écrites reçues
- Questions orales



1. Faits marquants 2011-2012
2. Résultats 2011
3. Stratégie / perspectives
4. Questions / réponses
5. **Vote des résolutions**



Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011



Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011



Quitus aux administrateurs et aux commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mandat au cours de l'exercice écoulé

Affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2011

**Approbation des conventions visées aux
articles L.225-38 et suivants du code du
commerce**



Fixation du montant des jetons de présence à allouer aux administrateurs



Modification de l'article 9bis des statuts
afin de permettre à l'assemblée générale
décidant une augmentation de supprimer le droit
préférentiel de souscription des actionnaires
dans les conditions légales sans restriction



Réduction de capital social motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions de la Société de 2 euros à 0,57 euro, pour le ramener de 33.325.734 euros à 9.497.834,19 euros



Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription



Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre au public



Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'émettre des actions ou toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par une offre à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs au sens du paragraphe II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier (placement privé)



Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'émettre des actions ou toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une première catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées



Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite d'un montant nominal global de 30.000.000 d'euros avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une deuxième catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées



Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'émettre des actions ou toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une troisième catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées



Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le montant de chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription qui seraient décidée en vertu des neuvième à quatorzième résolutions ci-dessus



Plafonnement du montant global des délégations consenties

— le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées aux termes des neuvième à quinzième résolutions ci-dessus est fixé à 90.000.000 d'euros, étant précisé que s'ajoutera à ce plafond, le cas échéant, le montant nominal des actions ou valeurs mobilières à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

— le montant nominal maximum global des titres de créance pouvant être émis en vertu des délégations conférées en vertu aux termes des 9^{ème} à 15^{ème} résolutions de l'AG est fixé à 30.000.000 d'euros.



**Délégation de compétence consentie au conseil
d'administration d'augmenter le capital par
incorporation de primes, réserves, bénéfices ou
autres**



Délégation au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social dont la souscription serait réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail

voltalia

MERCI
de votre attention

